

Julien Blanc

# Au commencement de la Résistance

Du côté du musée de l'Homme  
1940-1941

Éditions du Seuil

Ce livre a été publié avec le soutien de  
la Fondation de la Résistance

ISBN 978-2-02-102683-2

© Éditions du Seuil, octobre 2010

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

*À Cécile*



« Mais qu'était-ce que cette résistance, sinon, toujours, ce tout premier balbutiement de la conscience qui avait dit non à l'évidence et pris le parti de l'improbable, de l'impossible? Car un moment peut advenir où l'impossible se fait réalité; alors, les adhésions accourent à la rescousse, et l'événement se produit avec toute cette masse d'adhésions qui lui donne force et poids. Mais ce qui compte et continue de compter, c'est le mouvement initial des quelques consciences qui avaient pris le parti de l'impossible. »

Jean Cassou (*La Mémoire courte*, 1953).



## Introduction

Ce jour-là, dans les locaux de la France combattante, entre deux portes, on me pria de donner un nom à notre organisation et c'est alors que, sur les fonts baptismaux, je l'ai appelée réseau musée de l'Homme. Pourquoi ce nom ? Parce que lorsque nous parlions de nos premiers morts, nous disions « ceux du musée<sup>1</sup> »...

Ainsi Germaine Tillion relate-t-elle les circonstances dans lesquelles elle avait été amenée à forger, dans un saisissant raccourci, une appellation appelée à un bel avenir. Dans son sillage, ce livre traite d'un sujet apparemment bien connu : le « réseau du musée de l'Homme ». Depuis l'époque de la clandestinité jusqu'à nos jours, cette seule dénomination renvoie à un acteur collectif majeur de la geste résistante. Il n'est pas un contemporain<sup>2</sup>, un témoin, un historien qui n'y fasse référence quand la Résistance de zone occupée est évoquée.

1. Germaine Tillion, « Le réseau musée de l'Homme », in *À la recherche du vrai et du juste. À propos rompus avec le siècle*, textes réunis et présentés par Tzvetan Todorov, Paris, Seuil, 2001, p. 145.

2. Parmi beaucoup d'autres, citons : « Le témoin des martyrs » (Louis Aragon), *Le Crime contre l'esprit*, Paris, Éditions de Minuit clandestines, « Témoignages », 1943 ; Jean Guéhenno, *Journal des années noires, 1940-1944*, Paris, Gallimard, 1947 ; Jacques Soustelle, *Envers et contre tout ; souvenirs et documents sur la France libre*, Paris, Robert Laffont, 1947, t. I : *De Londres à Alger (1940-1942)* ; « Vercors », *La Bataille du silence : souvenirs de minuit*, Paris, Presses de la Cité, 1967 ; rééd., Paris, Éditions de Minuit, 1992.

À travers les figures héroïques de Boris Vildé et de ses camarades fusillés au mont Valérien, à travers les figures lumineuses de Germaine Tillion et de ses camarades rescapées des geôles allemandes, « ceux du musée de l'Homme » occupent une place à part dans le panthéon de la désobéissance : pionniers efficaces et déterminés, immédiatement sur la brèche, martyrs sereins face à une répression qui les broya sans pitié, ces femmes et ces hommes incarnent aussi, dans la mémoire collective, le premier sursaut d'intellectuels de haut vol face à l'occupant. Ce sont là de fortes images, d'autant qu'elles sont nourries par des faits incontestables. Par leur engagement, leur action, leur mort souvent, ces acteurs ont acquis le statut et la stature d'icônes. Les évoquer, c'est faire surgir, sans même avoir à préciser et à développer, la résistance des débuts dans toute sa pureté originelle.

Le « réseau du musée de l'Homme » existe scientifiquement et mémoriellement, mais il forme une entité figée qui ne correspond pas à une vision historique et qu'on ne questionne plus. L'objet de ce livre est de comprendre les ressorts de représentations si puissantes, de tenter de mieux cerner ce que recouvre cette appellation générique qui simplifie une réalité autrement composite. Il s'agit donc de restituer ce que cette histoire a eu de complexe, de mouvant et d'incertain en lui redonnant de la chair. Non pour détruire un mythe mais pour cerner au plus près l'action qui a généré ce mythe, secrété ce légendaire, désormais indissociable, qu'on le veuille ou non, des noms de Boris Vildé, Anatole Lewitsky, Yvonne Oddon, Agnès Humbert et Germaine Tillion.

Au seuil de ce livre, il faut tenter d'en délimiter les bornes. Cette aventure eut un début et ce point de départ est l'une de nos rares certitudes. L'été 1940 constitue sans doute possible la saison des commencements car ce qui frappe avant toute chose, c'est bien la précocité extrême des premières réactions de refus vis-à-vis de l'occupant. Celles et ceux dont il sera question tout au long de ces pages n'ont guère attendu avant de



se déterminer et de passer aux actes. On ne trouve trace chez eux d'aucun repli sur soi, d'aucun temps de latence, d'aucune phase d'hésitation. Frappés comme tous les Français par la soudaineté et l'ampleur du cataclysme de juin 1940, ils font figure d'exceptions par la fulgurance de leurs engagements. Dans les toutes premières semaines de l'Occupation, c'est-à-dire dès l'été, ils sont déjà au travail, cherchant à nouer des contacts, à recruter, créant de petits noyaux et multipliant les initiatives. En zone Nord, avec la présence quotidienne et pesante de l'occupant, les pionniers trouvent immédiatement à s'employer à travers des actions concrètes. Le foisonnement d'initiatives repérables en zone occupée dessine un vigoureux contraste avec la situation qui prévaut plusieurs mois durant en zone Sud. Ce bouillonnement dépasse bientôt le stade primaire des réactions épidermiques et individuelles pour déboucher sur des formes plus élaborées de résistance inséparables de la naissance de proto-organisations qui surgissent un peu partout dès les premières semaines de la présence allemande.

Un de nos objectifs sera de montrer qu'il convient sans doute de réviser à la hausse le nombre, le poids et la portée de ces premières manifestations. En ce sens, on s'inscrit pleinement dans une tendance récente de l'historiographie que l'historien britannique Julian Jackson définit, après d'autres, comme une tentative « d'élargir la Résistance, de l'arracher à une simple minorité activiste pour la situer dans un contexte social plus large<sup>3</sup> ». Dans les vastes territoires occupés par l'armée allemande, la Résistance a commencé à se construire et à se manifester sans attendre. Si elles furent minoritaires en 1940 et 1941, oppositions, désobéissances et transgressions ne furent pas pour autant marginales.

3. Julian Jackson, *France, The Dark Years, 1940-1944*, Oxford University Press, 2001 ; trad. fr., *La France sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 2004, p. 291.

Assigner un terme à cette aventure est chose délicate. Il fallait bien malgré tout fixer un horizon à cette étude. L'essentiel de l'enquête a donc porté sur une plage chronologique d'à peine un an : depuis les semaines qui suivent la débâcle jusqu'à l'été 1941, l'attaque allemande contre l'URSS, avec pour conséquence immédiate le basculement de l'appareil du parti communiste dans la résistance ouverte à l'occupant, constituant bien une date pivot<sup>4</sup>. D'autre part, à cette date, les principaux mouvements de la zone occupée (Défense de la France, Libération-Nord, Ceux de la Libération ou l'Organisation civile et militaire) ont émergé. Si leurs premiers pas les rattachent, par bien des aspects, à la famille des organisations pionnières, « réseau du musée de l'Homme » en tête, leurs développements ultérieurs les en distinguent. Des caractéristiques, jusqu'alors absentes, s'affirment, modifiant du même coup en profondeur la nature de ces structures résistantes en perpétuelle construction. Le cloisonnement qui s'instaure, la spécialisation dans l'action, la mise en place de comités directeurs ou, plus tard, l'existence de contacts réguliers avec Londres constituent autant de paramètres nouveaux. Enfin, ces mouvements connaîtront de tout autres destinées. Contrairement à la majorité des groupements initiaux, ils ne cesseront de s'enraciner et de croître, parvenant, à travers bien des vicissitudes, à durer. On entre bien alors, par certains traits du moins, dans un autre âge de la clandestinité.

Mais c'est avant tout l'histoire propre du « réseau du musée de l'Homme » qui impose le cadre chronologique. La répression, pour une bonne part, dicte le tempo et détermine l'espérance

4. On n'abordera pas ici l'attitude du PCF durant la première année d'Occupation, sujet déjà largement traité. Voir par exemple Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline...*, Paris, Ramsay, 1980 ; Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux (dir.), *Le Parti communiste des années sombres, 1938-1941*, Paris, Seuil, 1986 ; Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost, Jean-Pierre Azéma (dir.), *Les Communistes français de Munich à Châteaubriant, 1938-1941*, Paris, PFNSP, 1987.

de vie de l'ensemble. Dès le début de l'année 1941, des pans entiers du « réseau », à la suite de l'action efficace d'agents doubles, sont très durement atteints par les organes répressifs allemands. Tout au long du printemps 1941, les arrestations se succèdent et frappent en premier lieu la composante la plus exposée et la mieux connue de l'organisation, celle qui s'était développée au cœur du palais de Chaillot ou en liaison étroite avec lui. Entre les premières manifestations et la chute finale, neuf mois, dix tout au plus, se sont écoulés. Alors que le premier anniversaire de la défaite approche, les chefs de file du « musée » ont été interpellés. Ce seul fait semble suffire à clore le débat et à justifier le choix de l'été 1941 comme date butoir de l'étude.

En réalité, aussi durement touchée soit-elle, l'organisation n'est pas pour autant, comme on le lit souvent, définitivement démantelée à cette date. La répression, partielle et ciblée, n'a pu atteindre la totalité des groupes composant l'ensemble. Nombreux sont ceux, nous le verrons, qui réussissent à passer entre les mailles du filet et à poursuivre un temps leurs activités. On ne s'interdira donc pas de pousser plus avant la curiosité, jusqu'à l'hiver, ou l'été 1942<sup>5</sup>, et même encore au-delà, tant il apparaît que ces premiers groupes ont profondément irrigué et nourri la Résistance en devenir.

Beaucoup a été dit et surtout écrit sur la Résistance française, et ce depuis longtemps. Cette histoire fut en effet prise à bras-le-corps dès la fin de l'Occupation. En 1964, dans la *Bibliographie critique de la Résistance* qu'il publiait à l'occasion du vingtième anniversaire de la libération du pays, Henri Michel recensait déjà mille deux cents publications portant sur le sujet<sup>6</sup>.

5. Le procès de « l'affaire du musée de l'Homme » se tient en janvier et février 1942. Germaine Tillion est interpellée six mois plus tard, en août de la même année.

6. Henri Michel, *Bibliographie critique de la Résistance*, Institut pédagogique national, 1964. Sur les questions relatives à l'historiographie de la Résistance, voir aussi Jean-Pierre Azéma, François Bédarida, « L'historisation de la Résistance », *Esprit*, janvier 1994, p. 19-35 ; Jean-Marie Guillon, « La Résistance,

La Résistance est un domaine qui n'a, contrairement à l'antienne, jamais été délaissé ou redécouvert tardivement. Après nombre d'études centrées sur Vichy et la collaboration sous toutes ses formes, la Résistance occupe une place toujours croissante dans les travaux portant sur les années de guerre. L'impression première lorsque l'on aborde le domaine des études résistantes est donc que l'on s'engage dans un périmètre déjà largement balisé, pour ne pas dire passablement encombré. Les principaux mouvements des deux zones<sup>7</sup>, certaines régions<sup>8</sup>, les relations entre la Résistance intérieure et la France libre<sup>9</sup>,

---

cinquante ans et deux mille titres après», in Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, p. 27-43 ; Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse. Essai d'historiographie*, Paris, Seuil, « L'Histoire en débat », 2005.

7. On songe aux monographies suivantes : Marie Granet, Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance, de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, PUF, « Esprit de la Résistance », 1957 ; Marie Granet, *Défense de la France. Histoire d'un mouvement de Résistance, 1940-1944*, Paris, PUF, « Esprit de la Résistance », 1960 ; Arthur Calmette, *L'Organisation civile et militaire, histoire d'un mouvement de Résistance de 1940 à 1946*, Paris, PUF, « Esprit de la Résistance », 1961 ; Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977 ; Laurent Douzou, *La Désobéissance : histoire d'un mouvement et d'un journal clandestin, Libération-Sud, 1940-1944*, Paris, Odile Jacob, 1995 ; Olivier Wiewiorka, *Une certaine idée de la Résistance : défense de la France, 1940-1949*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 1995 ; Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée : le mouvement Libération-Nord*, Paris, Flammarion, 1999.

8. Voir notamment Pierre Laborie, *Résistants, vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS Éditions, 1980 ; Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var : essai d'histoire politique*, thèse de doctorat d'État, université de Provence, Aix, 1989, 3 vol. ; François Marcot, *La Franche-Comté sous l'Occupation, 1940-1944*, t. I : « La Résistance dans le Jura », Besançon, Cêtre, 1985 ; t. II : « Les Voix de la Résistance. Tracts et journaux clandestins francs-comtois », Cêtre, 1989 ; John F. Sweets, *Choices in Vichy France : The French under Nazi Occupation*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1986 ; trad. fr., *Clermont-Ferrand à l'heure allemande*, Plon, 1996 ; Christian Bougeard, *Le Choc de la guerre dans un département breton : les Côtes-du-Nord des années 1920 aux années 1950*, thèse de doctorat d'État, université de Rennes II, 1986 ; Jacqueline Sainclivier, *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1993 ; Étienne Dejonghe et Yves Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande*, Lille, La Voix du Nord, 1999.

9. Voir les travaux de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. De*

quelques-unes des plus hautes figures de la Résistance<sup>10</sup> ont fait l'objet d'études approfondies et éclairantes. Mais cette production pléthorique cache en réalité des disparités. La Résistance est une terre de contrastes et, sur quantité d'aspects, des études documentées font encore défaut. L'observation vaut, en particulier, pour les premiers pas de la désobéissance. La rareté des travaux portant sur les toutes premières organisations de lutte contre l'occupant apparaît d'emblée comme un trait marquant de cette historiographie. À quelques remarquables exceptions près<sup>11</sup>, les monographies, études régionales ou biographies ne retracent les premiers temps d'une initiative que pour mieux décrire ensuite une dynamique de développement qui débouche sur la naissance d'une organisation charpentée et viable. Les débuts se réduisent, dès lors, à un simple passage obligé sur la voie d'une démonstration générale. Les processus décrits sont ainsi linéaires et continus. À ce manque manifeste d'intérêt vient s'ajouter la pénurie d'éléments tangibles sur lesquels s'appuyer. Tout concourt donc à la mise en place

---

*l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996 ; Daniel Cordier, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, Paris, Jean-Claude Lattès, 3 vol., 1989-1993, et *Jean Moulin. La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999 ; Sébastien Albertelli, *Les Services secrets du général de Gaulle. Le BCRA, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009.

10. Sur Jean Moulin, outre les publications de Daniel Cordier on se reportera à l'ouvrage de Jean-Pierre Azéma, *Jean Moulin. Le rebelle, le politique, le résistant*, Paris, Perrin, 2003. Sur Pierre Brossolette, on renvoie au travail de Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette. Un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998. Jean Cavaillès a fait l'objet d'un livre de sa sœur, réédité récemment : Gabrielle Ferrières, *Jean Cavaillès. Un philosophe dans la guerre, 1903-1944*, Paris, Éditions du Félin, 2003. Voir aussi Alya Aglan et Jean-Pierre Azéma (dir.), *Jean Cavaillès résistant ou la Pensée en actes*, Paris, Flammarion, 2002. Sur Henri Frenay, voir Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Paris, Seuil, 2003.

11. C'est le cas des études de Jean-Marie Guillon (*La Résistance dans le Var...*, *op. cit.*) et de Laurent Douzou (*La Désobéissance...*, *op. cit.*), auxquelles il faut ajouter le travail pionnier de Harry Roderick Kedward, *Resistance in Vichy France*, Oxford University Press, 1978 ; trad. fr., *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy : idées et motivations (1940-1942)*, avant-propos de Jean-Pierre Azéma, Paris, Champ Vallon, 1989.

de stratégies, plus ou moins conscientes, d'évitement. Dans la majorité des cas, le résultat est identique : objet hors champ, perdu dans les limbes, la Résistance pionnière est purement et simplement éludée au profit d'organisations futures plus faciles à appréhender.

Les historiens, en privilégiant longtemps, dans leurs approches du phénomène, les grandes organisations au détriment du reste, portent une part évidente de responsabilité dans cette désaffection durable. Mais l'objet en lui-même nourrit pour une bonne part le désintérêt dont il souffre. Les premiers groupements de la zone occupée forment un magma dense et fuyant, aussi difficile à circonscrire qu'à définir. Recouverte par des strates successives d'événements, la phase pionnière a tout autant été reléguée à l'arrière-plan par une mémoire résistante qui a longtemps privilégié, elle aussi, des manifestations plus structurées et plus réparables. Il est frappant de constater à quel point, à l'égal des historiens, les témoins survivants, pourtant acteurs directs de ces événements, se sentent souvent mal à l'aise, et parfois même incapables de rendre compte des prémices de leur engagement. À cela s'ajoute un autre élément d'explication, décisif entre tous en ce qu'il renvoie à la vulnérabilité extrême de cette Résistance des débuts : le tribut payé à la répression fut si élevé que la quasi-totalité des actions entreprises par les pionniers s'en trouva effacée ; les souvenirs eux-mêmes n'échappèrent pas à cette table rase. Si un nombre considérable d'initiateurs du combat clandestin n'ont pas survécu jusqu'à l'heure de la Libération, d'autres, qui eurent la chance d'en réchapper, ont fait délibérément le choix de se taire après la guerre, préférant ne pas s'appesantir sur des événements douloureux.

Dans le silence, contraint ou volontaire, de ces protagonistes, ce sont des pans entiers de la désobéissance originelle qui se sont trouvés engloutis. Pour en rester au cas emblématique du « réseau du musée de l'Homme », des individus de la trempe de Boris Vildé, Anatole Lewitsky, Maurice de La Rochère ou

Paul Hauet n'ont jamais pu raconter ce qu'ils avaient fait, su et vu. Leurs voix sont perdues pour toujours. Elles nous manquent cruellement pour reconstituer une histoire qu'ils façonnèrent en grande partie et dont seuls ils possédaient certaines clés d'intelligibilité. On ne peut travailler sur la Résistance sans buter à chaque pas sur le poids des morts et de la mort. La disparition des pionniers est une véritable « perte sèche<sup>12</sup> » qui a une incidence profonde et durable sur l'histoire que l'on tente, pas à pas, de retracer.

Pour accéder à ce monde disparu et faire resurgir ces paysages cachés, les écueils et difficultés méthodologiques ne manquent pas. À l'image des autres structures de lutte en germe, le « réseau du musée de l'Homme » n'a quasiment, mis à part quelques tracts et journaux, pas produit d'archives propres susceptibles d'éclairer son fonctionnement. Il faut attendre longtemps, 1943 et souvent 1944, pour que certains responsables sectoriels de mouvements aient l'idée de constituer des archives. Travailler sur la Résistance des débuts, c'est déambuler au cœur d'un immense désert archivistique.

Peu nombreux, des fonds documentaires sont cependant disponibles ici ou là. Il s'agit, majoritairement, de papiers postérieurs aux événements, autrement dit constitués et rassemblés après coup. C'est le cas en premier lieu des dossiers établis par les résistants en vue de leur homologation au sein des réseaux et des mouvements reconnus par la France combattante au lendemain de la Libération. Outre que ces documents ne sont pas contemporains des faits qu'ils relatent, ils ont été conçus dans une optique essentiellement administrative qui n'est assurément pas celle de l'historien. La même remarque vaut pour la grande enquête orale initiée par la Commission d'histoire

12. L'expression est d'Albert Camus, qui l'a utilisée dans des notes manuscrites de 1944 ou 1945 (*Camus à Combat*, édition établie, présentée et annotée par Jacqueline Lévi-Valensi, Paris, Gallimard, 2002, p. 39). Cité par Laurent Douzou, *La Résistance : une histoire périlleuse...*, *op. cit.*, p. 49.

de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF) dès octobre 1944 et poursuivie ensuite, à partir de 1951, par le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CH2GM) sous la direction d'Henri Michel. Ces témoignages ont été recueillis dans un double sentiment d'urgence et de pitié. Il fallait faire vite, sans quoi cette mémoire serait perdue à jamais. La démarche tout entière était sous-tendue par l'idée que, la Résistance, par nature clandestine, n'ayant pas laissé de traces, il fallait de toute urgence en créer les archives. Si le résultat est impressionnant en termes de volume, si l'intérêt de la démarche ne fait aucun doute, ces dossiers sont cependant à manier avec beaucoup de précautions tant leurs lacunes sont profondes<sup>13</sup>. Le contexte dans lequel les témoignages furent recueillis et, en particulier, les enjeux de l'après-guerre influèrent largement sur leur contenu même. Malgré tout, ces dossiers forment une documentation précieuse qu'il est impossible de négliger : ils nous en apprennent beaucoup et ressuscitent la parole de témoins aujourd'hui pour la plupart disparus.

À côté de ces séries constituées après coup, d'autres documents, contemporains des faits, ont été conservés. Mais ils sont rares et il faut faire preuve d'une bonne dose de ténacité, voire d'inventivité, pour les dénicher. Lorsque des archives existent, elles ne sont pas, le plus souvent, rassemblées en corpus délimités, facilement identifiables. En clair, on ne sait pas bien où chercher pour trouver des documents concernant l'organisation du musée de l'Homme et, au-delà, la Résistance des débuts. Le cas des archives de la répression est de ce point de vue exemplaire et permet de préciser le type d'embûche rencontrée et

13. Sur le travail mené par la CHOLF et le CH2GM, et plus largement sur les différentes modalités de l'écriture de l'histoire de la Résistance, on renvoie d'une part à l'essai historiographique de Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse...*, *op. cit.*, et d'autre part aux actes du colloque international « Faire l'histoire de la Résistance », tenu à Lyon les 18 et 19 mars 2008 sous la direction scientifique de Laurent Douzou (Presses universitaires de Rennes, 2010).



les moyens d'y faire face : les affaires judiciaires concernant la toute première résistance, celle de 1940-1941, sont traitées plus tard, au mieux fin 1941, le plus souvent en 1942. Les protagonistes de ce que les Allemands appelleront « l'affaire du musée de l'Homme » sont interpellés pour la plupart au début du printemps 1941 pour des faits remontant à l'automne et à l'hiver précédents. Mais leur jugement n'interviendra qu'au début de 1942. Il y a là un effet de décalage chronologique qui est loin d'être isolé et peut, si l'on y prend insuffisamment garde, abuser le chercheur. Pour mettre la main sur des traces exploitables, il faut donc aller chercher au-delà de la période initialement ciblée.

D'autre part et plus largement, il ne faut jamais perdre de vue la nature spécifique de l'activité résistante, par essence cachée et tendant vers l'invisibilité. Certaines formes de lutte (renseignements, évasions), si elles sont adroitement menées, ne laissent par définition pas de trace, contrairement à la propagande. Et encore, même en la matière, combien de papillons, de tracts ou de feuilles clandestines ont définitivement disparu, sans parler des inscriptions tracées à la hâte sur les murs. À consulter les archives des années 1940-1941, on est donc tenté de croire qu'il n'y eut alors que très peu d'actes de résistance en France. Conclusion hâtive dans la mesure où l'absence d'indices répertoriés ne signifie en aucun cas l'absence de l'événement en lui-même. N'apparaissent en fait dans la lumière que les expériences brisées et démantelées ; toutes les autres, tapies dans l'ombre et le secret, demeurent indétectables. On peut raisonnablement penser que les secondes sont majoritaires par rapport aux premières.

Où chercher lorsque l'on mène l'enquête sur les premières organisations ? Nulle part précisément et partout à la fois, telle pourrait être la règle de base, difficilement applicable dans les faits. Pour dénicher le moindre fragment, il n'est d'autre solution que de peigner et de ratisser large. On doit aussi contourner le problème en examinant des fonds périphériques susceptibles

d'éclairer, de biais, l'objet convoité. C'est le cas par exemple des archives de la répression (allemande et française) et de celles de l'État français (papiers de la Délégation générale pour les territoires occupés – DGTO) qui, à condition de s'armer de patience, en disent long sur les premières formes de résistance et sur les affaires particulières qui nous intéressent. À travers des cas précis d'affaires traitées ou à l'instruction, grâce aux rares procédures d'accusation qui ont subsisté et aux interventions effectuées par les services de Vichy en faveur des condamnés, en utilisant ce qui s'apparente à des effets de miroir, on peut se faire une idée des formes et de la vigueur de cette première résistance. Ces archives constituent non pas des sources de seconde main, mais des sources adjacentes dans la mesure où elles dévoilent le regard porté par ceux-là mêmes qui cherchaient à détruire les manifestations naissantes du refus. Mais, là encore, gare aux effets trompeurs : on a le plus souvent affaire aux archives d'administrations centrales (police, justice, préfectures, armées). Or, toutes les « affaires », loin s'en faut, ne remontent pas jusqu'à ces échelons supérieurs, qui non seulement ne sont pas informés de tout mais ne mentionnent souvent que les cas les plus importants. Ces archives « d'en haut » ne donnent donc qu'une image partielle de l'étendue et de la vigueur des premières manifestations du refus en zone occupée. Pour obtenir une vision plus complète, il aurait fallu systématiquement confronter ces fonds à d'autres sources plus proches du terrain : préfectures, commissariats, brigades de gendarmerie... Passer du macro au micro, changer sans cesse de focales et d'angles de vue sans jamais oublier que la majorité des actes de résistance n'apparaît nulle part puisqu'ils ne sont pas touchés par la répression. Cette démarche, certainement susceptible d'affiner les diagnostics et de nourrir la réflexion, est très délicate à mettre en œuvre. Tout cela milite, c'est l'une des idées centrales de ce livre, en faveur d'une réévaluation du poids de cette première résistance. Même si elle n'apparaît

pas toujours noir sur blanc au détour d'un rapport, la désobéissance en zone occupée fut sans doute plus répandue, plus diffuse qu'on ne le croit.

À l'inverse, il arrive que des fonds soient quasi muets sur les premières manifestations du refus. Les papiers de la France libre (BCRA et CNI<sup>14</sup>) donnent ainsi à voir ce qu'à Londres on percevait ou ignorait, et, à vrai dire, ignorait surtout, des débuts de la Résistance intérieure. Là encore, force est de constater l'extrême pauvreté des documents traitant des années 1940 et 1941.

Les difficultés qui viennent d'être évoquées ont au moins un avantage. Elles obligent à réfléchir au statut des sources auxquelles on peut avoir accès. Ce peut être une façon de se prémunir contre un travers répandu du positivisme, consistant à prendre les archives pour argent comptant à partir du moment où elles sont écrites, imprimées sur des papiers portant des cachets officiels. Il y a là une sacralisation du document qui, parce qu'il est écrit, ne saurait mentir. Cette conception dangereuse transforme le document écrit, du seul fait de son statut et de sa matérialité, en preuve ultime et incontestable. Le culte de l'archive écrite se double souvent d'une recherche obsessionnelle de l'inédit. Or, l'intérêt d'un travail réside moins dans le caractère inédit des archives consultées que dans l'usage qui en est fait. D'une certaine façon, l'historien fabrique son propre corpus d'archives. Il élabore ses sources en même temps et au fur et à mesure qu'il les cherche. Il entre dans ce processus une part irréductible de tâtonnements et de bricolage.

Cette sorte de navigation à l'estime, qui paradoxalement appelle une vigilance constante, se retrouve autour de la question du rapport au témoin. Longtemps, le recours aux témoins n'a

14. Le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) désigne les services secrets de la France libre; le Commissariat national à l'Intérieur (CNI), créé en septembre 1941 lors de la formation du Comité national français, s'occupe de l'action politique en France.

guère fait débat. Les témoignages étaient tenus pour centraux et même indispensables. La première génération d'historiens de la Résistance était elle-même exclusivement composée d'anciens résistants. Les études pionnières sur la Résistance intérieure portent toutes la marque de cette collaboration étroite<sup>15</sup>.

Ce postulat d'une nécessaire et bénéfique collaboration entre acteurs et historiens fut graduellement mis à mal à la charnière des années 1960 et 1970. Le crédit accordé aux témoignages fut suspecté par un certain nombre d'historiens de faire le lit d'une histoire pieuse, de préférer « la légende à la vérité<sup>16</sup> ». Il y eut affrontement entre partisans et adversaires de ce que l'on appelait à l'époque l'histoire orale. Il n'a jamais cessé depuis, même s'il couve souvent en silence. Tous ceux qui travaillent sur la Résistance et plus largement sur les années troubles de l'Occupation doivent, un jour ou l'autre, regarder ce débat en face et, à défaut de le trancher, adopter une position claire. Le fait est acquis : les témoignages oraux sont fragiles, lacunaires, à géométrie variable et donc, par essence, critiquables. Sensible, émouvant, passionné, le témoignage ne serait que d'un faible secours pour l'historien. À mes yeux, cette position est intenable pour des raisons qui relèvent autant de la méthode que de l'éthique. Les témoignages sont d'un apport irremplaçable pour une compréhension du phénomène résistant dans son ensemble. Cela est encore plus vrai en ce qui concerne les organisations pionnières qui n'ont pratiquement pas laissé de

15. Parmi une quantité d'exemples, on citera l'essai de Françoise Bruneau sur le mouvement et le journal *Résistance* publié en 1951 (*Essai d'histoire du mouvement né autour du journal clandestin Résistance*, Paris, Sedes, 1951, préface de Claude Bouchinet-Serreulles) et l'ouvrage de Marie Granet et d'Henri Michel sur le mouvement Combat (*Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance, de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, PUF, « Esprit de la Résistance », 1957) rédigé sous le regard vigilant d'Henri Frenay.

16. Henry Rousso, *La Hantise du passé. Entretien avec Philippe Petit*, Paris, Textuel, 1998, p. 122. Ce jugement était formulé au sujet de la table ronde sur les époux Aubrac, tenue en 1997 au siège du journal *Libération*.



